



HAL
open science

Une baisse du chômage encourageante?

Stéphane Auray, Nicolas Lepage-Saucier

► **To cite this version:**

Stéphane Auray, Nicolas Lepage-Saucier. Une baisse du chômage encourageante?. LIEPP Policy Brief, 2014, 13. hal-03460233

HAL Id: hal-03460233

<https://sciencespo.hal.science/hal-03460233v1>

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - ShareAlike 4.0 International License

Une baisse du chômage encourageante ?

Non : le marché du travail français est structurellement malade

par **Stéphane Auray** et **Nicolas Lepage-Saucier**

stephane.auray@gmail.com

Stéphane Auray est docteur en économie de l'Université de Toulouse 1. Il est Professeur des Universités à l'ULCO et détaché à l'Ensaï. Il est membre du CREST et du LIEPP ainsi que de la Chaire "Sécurisation des Parcours Professionnels".

nicolas.lepage@gmail.com

Nicolas Lepage-Saucier est docteur en économie de Sciences Po (Paris) et de l'Université du Québec à Montréal. Il est assistant professeur à l'Ensaï et est membre du CREST et du LIEPP. Il est aussi membre de la Chaire "Sécurisation des Parcours Professionnels".

RÉSUMÉ

Les chiffres publiés le 24 septembre 2014 par la DARES semblent encourageants car ils présentent une baisse de 0.3% du taux de chômage des demandeurs d'emploi de catégorie A. Qu'en est-il exactement ? Il ne s'agit en définitive que d'un changement d'un mois à un autre et si l'on observe les changements sur un trimestre, on doute que la tendance pourrait s'inverser. Au contraire, les développements substantiels des derniers mois et ce malgré les débats techniques concernant les chiffres de l'Insee de l'enquête emploi et ceux de Pôle emploi nous conduisent en définitive à une conclusion limpide. La situation de l'emploi en France a continué de se détériorer en 2014 et est des plus inquiétantes.

Abstract

The data released on September 24th, 2014 by the DARES is encouraging because it shows a decline of 0.3% in the Class A job seeker unemployment rate. But what does this really mean? Ultimately, the change is representative of slight fluctuation from one month to another. If we look at changes that have occurred during the last quarter, it is doubtful the longer-term trend could be reversed. In contrast, substantial developments in recent months, despite the technical discussions on figures from the INSEE employment survey and the Pôle Emploi, ultimately lead us to a clear conclusion. The employment situation in France has deteriorated further in 2014 and is of growing concern.

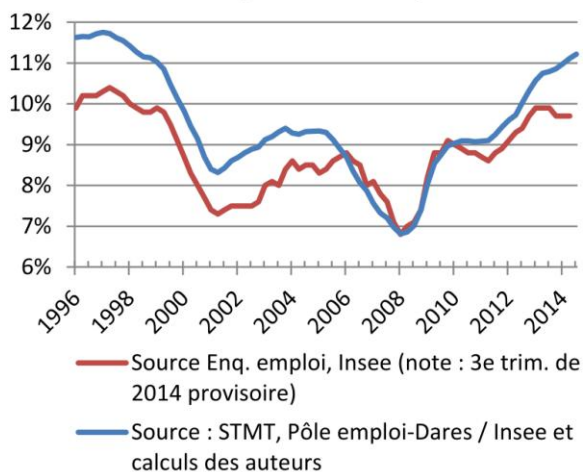
Ce policy brief vise à faire le point sur les tendances récentes du chômage et de l'emploi à l'aide des derniers chiffres des listes de pôle emploi et de l'enquête emploi de l'Insee. Au contraire, les développements substantiels des derniers mois et ce malgré les débats techniques concernant les chiffres de l'Insee de l'enquête emploi et ceux de Pôle emploi nous conduisent en définitive à

une conclusion limpide. La situation de l'emploi en France a continué de se détériorer en 2014 et est des plus inquiétantes.

Comme on peut l'observer sur la figure 1, le taux de chômage estimé par l'Insee montre une légère baisse du taux de chômage au sens du BIT, alors que la hausse continue depuis 2011 des

** Les auteurs adhèrent à la charte de déontologie du LIEPP, disponible en ligne, et n'ont déclaré aucun conflit d'intérêt potentiel.*

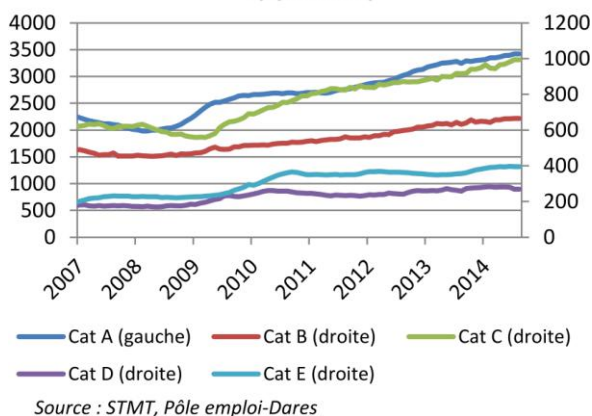
Figure 1 : Taux de chômage, Enquête emploi / Pôle emploi



demandeurs de catégorie A inscrits à Pôle emploi suggère une hausse de 0.5 points en un an. [1] Plusieurs facteurs tels que les changements réglementaires de Pôle emploi ou les changements de formulation de l'enquête emploi ont été évoqués pour expliquer le phénomène. [2] Nous notons pour notre part qu'à plus long terme, il est possible de parler de retour à la normale puisqu'hormis de 2006 à 2010, il semble qu'un écart d'au moins un point entre les deux séries ait été la règle plutôt que l'exception.

Au-delà des aspects techniques de mesure dont cette divergence est la preuve et qui, selon la mesure choisie, alimente des propos optimistes mais également des pessimistes, nous souhaitons insister sur le fait que le taux de chômage n'est qu'une mesure parmi un ensemble d'indices qui reflète l'état général du marché de l'emploi français. Afin de savoir quelle mesure reflète au mieux l'évolution du marché du travail, nous nous intéresserons donc à d'autres phénomènes tels les entrées et sorties du chômage, le taux d'emploi, la croissance de l'emploi, l'inflation et les salaires.

Figure 3 : Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi par catégorie (A, B, C, D, E) (milliers)

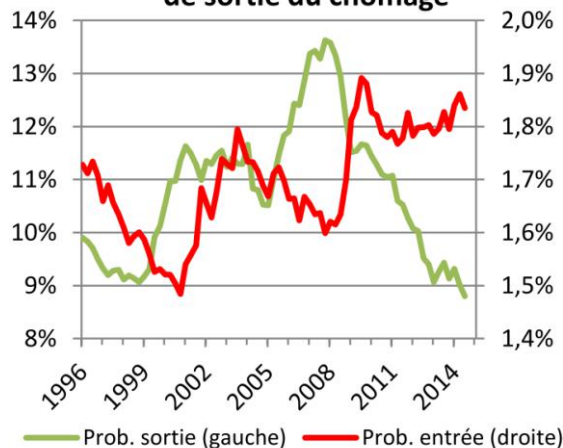


La figure 2 montre les probabilités d'entrée et de sortie des listes de pôle emploi. [3] Sur ce graphique, l'accroissement du stock de chômeurs est parfaitement compréhensible, car la probabilité mensuelle d'entrée en chômage s'est accrue à un niveau avoisinant son record de 2009, alors que la probabilité de sortie du chômage est passée sous les 9%, un seuil inobservé depuis 1999.

Ce faible taux de sortie des listes de Pôle emploi noté à la figure 2 explique l'accroissement inexorable du nombre d'inscrits. Comme le montre la figure 3, la hausse des chômeurs inscrits en catégorie A, B et C ne s'est pas ralentie en 2014.

En août 2014, le nombre total d'inscrits (toute catégorie) était en hausse de 6,04% par rapport à août 2013.

Figure 2 : Probabilité d'entrée et de sortie du chômage



Source : STMT, Pôle emploi-Dares, calcul des auteurs

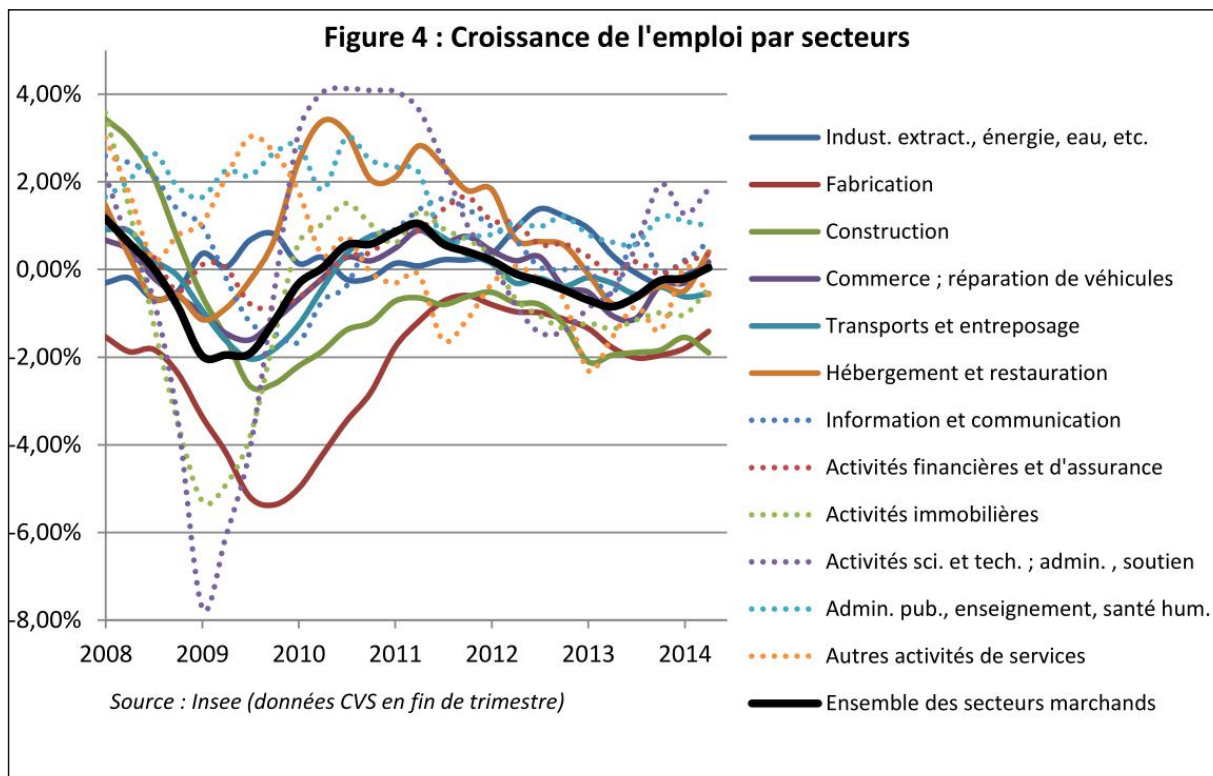
Cette diminution des mouvements vers l'emploi en pourcentage de travailleurs se reflète également dans la croissance très faible ou négative dans presque tous les secteurs d'activité (voir figure 4).

Le taux d'emploi – le ratio entre travailleurs et personnes en âge de travailler – est une mesure complémentaire au taux de chômage, car elle incorpore le fait que certains chômeurs peuvent cesser de chercher un emploi par découragement, ce qui diminuerait artificiellement le taux de chômage.

[1] La figure 1 calcule le taux de chômage moyen sur un trimestre (juillet-août 2014 pour la dernière observation).

[2] Le changement de formulation de l'enquête emploi ou les changements de règles d'accessibilité, voir Insee (2014), « Chômage au sens du BIT - résultats de l'enquête Emploi 2013: différences d'évolutions avec les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi », Communiqué de presse du 6 mars 2014, fiche 1, et Chastand J.B, « Comment expliquer les différences de chiffres du chômage ? », Le Monde, 06/03/2014.

[3] Pour les détails des calculs et les références, nous référons les lecteurs aux articles cités dans la note de bas de page précédente.

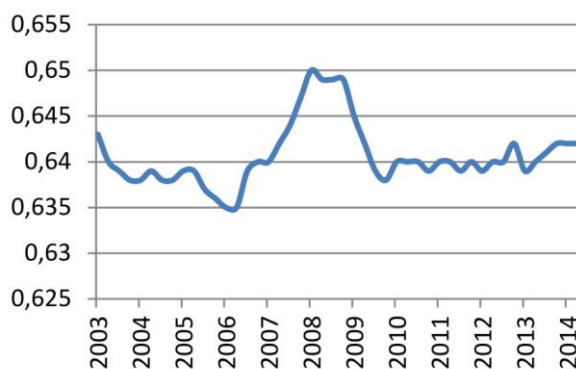


Comme le montre la figure 5, le taux d'emploi des 15-64 ans est très stable en France, se stabilisant à 64.2% en 2014, en hausse de 0.2 points par rapport à 2012.

Comment expliquer cette légère hausse quand la croissance de l'emploi est globalement nulle ? Pour le comprendre, on constate qu'après une pointe en 2005, le taux de croissance de la population en âge de travailler n'a cessé de diminuer. Selon des chiffres préliminaires de l'Insee, la population des 15-65 ans devrait même avoir diminué de 0.2% annuellement en 2013 et 2014. Ce déclin s'explique en partie par la structure vieillissante de la population, ainsi qu'un solde migratoire en déclin depuis 2005.

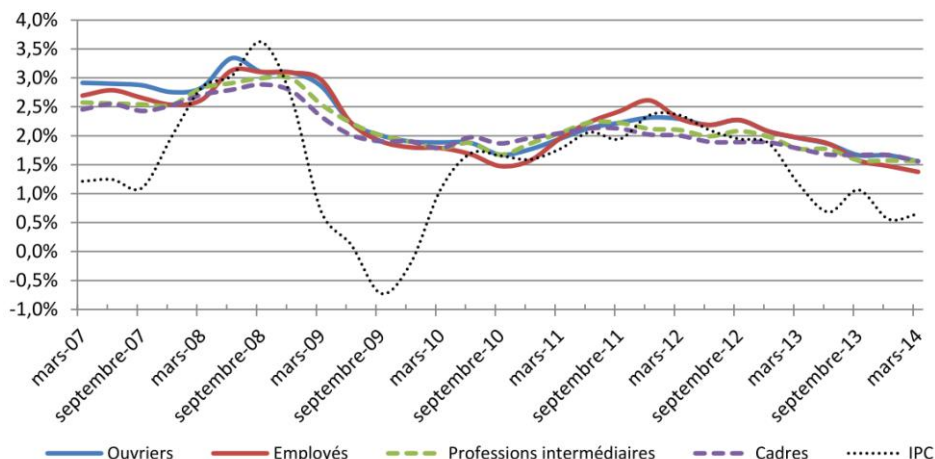
Un autre indice important à considérer pour évaluer la vigueur du marché du travail français est l'évolution des salaires, qui reflète globalement la

Figure 5 : Taux d'emploi, 15-64 ans



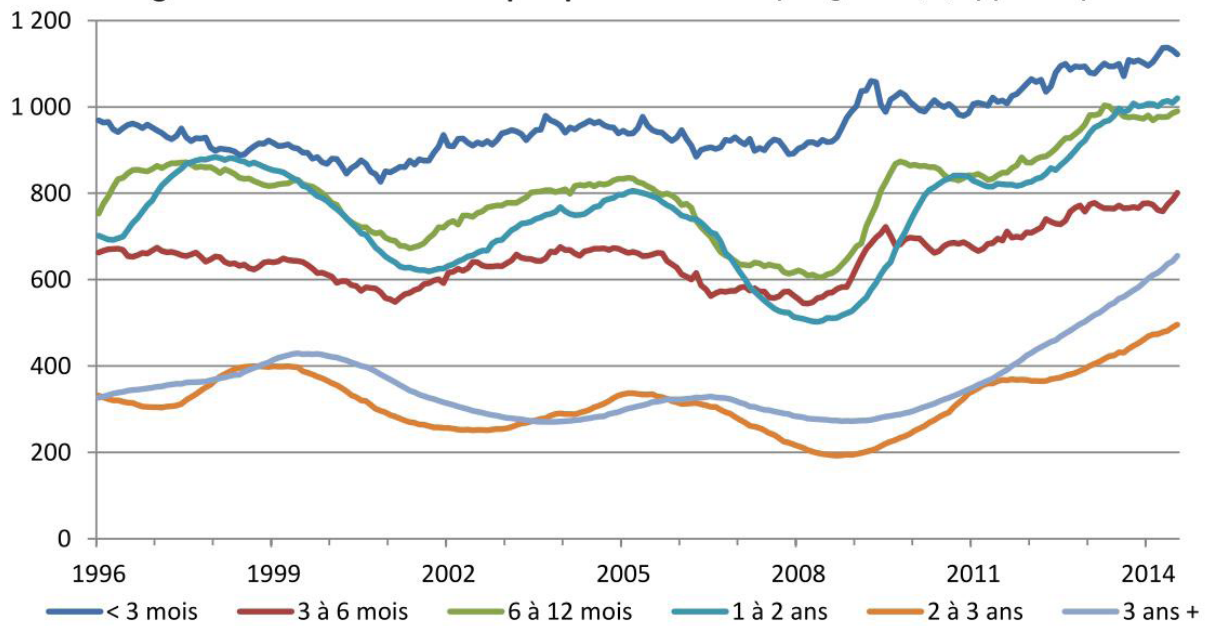
demande de travail de la part des entreprises. Comme le montre la figure 6, le taux de croissance des salaires de toutes catégories de travailleurs était en 2014 sous son niveau le plus bas atteint en 2010, autour de 1,5%. Notons que la croissance de l'indice des prix à la consommation est aussi très basse depuis 2013, ce qui permet une légère hausse du pouvoir d'achat, mais suggère que la relance économique n'est pas envisageable à court ou même moyen terme.

Figure 6 : Croissance annuelle du salaire mensuel de base et des prix à la consommation



Enfin, une conséquence typique et durable des récessions est

Figure 7 : Demandeurs d'emploi par ancienneté (catégories A, B, C) (milliers)



Source : STMT, Pôle emploi-Dares

L'allongement des périodes de chômage, ce que souligne la figure 7 de façon fort dramatique. Alors que le nombre de chômeurs de courte durée est en légère hausse en 2014, les 2-3 ans et 3 ans et plus continuent leur ascension inexorable, ayant plus que doublé depuis 2009.

Alors qu'un épisode court de chômage est un événement passager avec des conséquences qui peuvent être gérées, les épisodes longs sont fréquemment synonymes de pertes importantes et irréversibles de capital humain et d'épargne souvent accompagnées de pertes de confiance et de problèmes de santé liés au stress.

Conclusion

En conclusion, bien que l'on annonce une légère baisse du taux de chômage en ce mois de septembre 2014 et bien que l'enquête emploi note une légère baisse du chômage en 2014, l'existence d'un signe avant-coureur d'un retour à la normale du marché de l'emploi français à moyen terme est tout à fait incertaine. Le taux de retour à l'emploi est à son plus bas depuis que les données sont disponibles, et la très faible croissance des salaires n'indique aucune volonté affichée des entreprises d'embaucher. De plus, la croissance annuelle de 0,2% de l'économie française, ainsi que l'inflation frôlant les 0,5% n'augure en rien d'un retour de la demande de travail. Alors que le chômage du Royaume Uni et des États-Unis décline progressivement vers celui de l'Allemagne, les conséquences en France, surtout pour les chômeurs de long terme, seront profondes et permanentes.



SciencesPo.

LIEPP

Le Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques (LIEPP) est un laboratoire d'excellence (labex) financé par l'ANR. © LIEPP 2014

(ANR-11-LABX-0091, ANR-11-IDEX-0005-02).



LIEPP, 27 rue Saint Guillaume, 75007 Paris
+33(0)1.45.49.83.61 - liepp@sciencespo.fr
www.sciencespo.fr/liepp

Dir. de publication : B. Palier & E. Wasmer.
Maquette: Alexandre Biotteau & Martin Abbott.